

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**BUREAUX**  
ROUBAIX. — 88-91, Grande-Rue. Tél. 227.22, 227.13 et 227.54.  
TOURCOING. — 21, rue Carpele. Tél. 27.  
LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 230.21.  
PARIS. — 28, boulevard Poincaré. Tél. Provence. 77.84.  
MOUSCRON. — 102, rue de la Station. Tél. 2.64.

**ANCIENS DIRECTEURS :**  
Jean Reboux  
Léon Reboux  
Madame Alfred Reboux

Que désirez-vous acheter ?  
Une Automobile  
Un Véhicule Industriel  
Une Remorque  
Des Accessoires de qualité

**André Planquart**  
Négociant en Autos  
et Accessoires  
28, Rue de Mouvaux, 28  
ROUBAIX —  
(Téléphone 264.47)  
VOUS CONSEILLERA !  
Voyez au réclame  
en 11<sup>me</sup> page

Lettre de Londres.

## LA SOLIDARITÉ FRANCO-BRITANNIQUE

semble encore renforcée par les récents événements

Londres. — L'Angleterre a rarement suivi avec autant d'intérêt qu'aujourd'hui les événements qui s'accomplissent chez nous et, en particulier, le cours de notre politique extérieure. Il n'est certainement pas de pays où l'échec de la grève générale du 30 novembre ait causé un plus grand soulagement qu'en Angleterre; pas de pays où l'opinion ait réagi plus vigoureusement contre les manifestations antifrançaises consécutives au discours du comte Ciano à la Chambre italienne des députés; pas de pays non plus où la déclaration franco-allemande du 6 décembre ait eu un effet plus direct.

Ces préoccupations orbiennes qui se manifestent en Grande-Bretagne à l'égard de ce qui se passe chez nous, résultent de la conviction qui s'est peu à peu accrue dans l'esprit anglais qu'une solidarité de fait unit les deux nations

occidentales et leurs empires coloniaux et que tout affaiblissement de la France est préjudiciable aux intérêts britanniques. C'est pourquoi on applaudit très sincèrement ici à l'effort de redressement économique et financier que représentent les décrets-lois et l'on s'afflige, même dans les partis de gauche, de la décision de la C.G.T. de protester par une grève générale, qui devait inévitablement aggraver la situation économique, à un moment où il est si impératif que notre production industrielle soit relevée.

Qu'on nous permette de signaler à ceux qui chez nous se réclament de la plus bruyante de l'idéal démocratique, qu'ils vont à l'encontre de l'intérêt national et compromettent nos libertés lorsque, mus par l'esprit de classe ou de parti, ils font obstacle à l'indispensable assainissement de nos finances et à une reprise de notre activité économique.

Qu'ils sachent, en particulier, qu'au spectacle de nos luttes intérieures, nos meilleurs amis anglais ont été tentés de se demander dans certaines circonstances si nous n'allions pas devenir une nouvelle Espagne. Nous n'en sommes heureusement pas là. Le redressement intérieur du 30 septembre est apparu ici comme la première étape d'un rétablissement extérieur. C'est là, du point de vue britannique, un événement capital.

On peut penser ce qu'on voudra de la politique de M. Chamberlain. Ce qu'il faut du moins reconnaître, c'est que, tout en proclamant son désir d'apaisement, le premier ministre britannique poursuit avec une inébranlable fermeté la reconstruction de son pays sur terre, sur mer et dans les airs. Ce qu'on doit, en outre, ne pas perdre de vue, c'est qu'en dépit de leurs griefs contre le gouvernement actuel, les libéraux et les travaillistes s'associent à cette œuvre de salut national.

## La retraite de M. Albert Lebrun



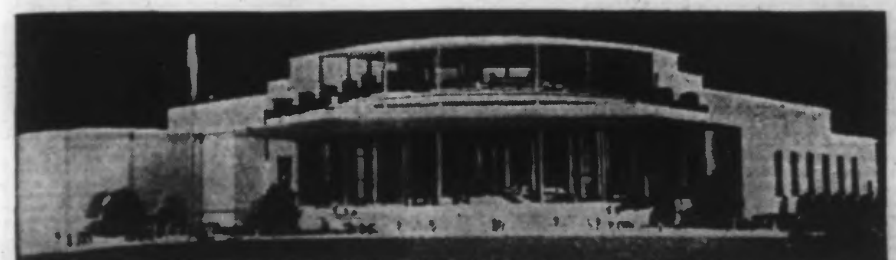
Sentant approcher la fin de son septennat — qui expire en mai prochain — M. Albert Lebrun a signé le bail de sa future résidence parisienne, boulevard de Beauséjour, au premier étage de ce bel immeuble.

## Une forêt de sapins à Paris



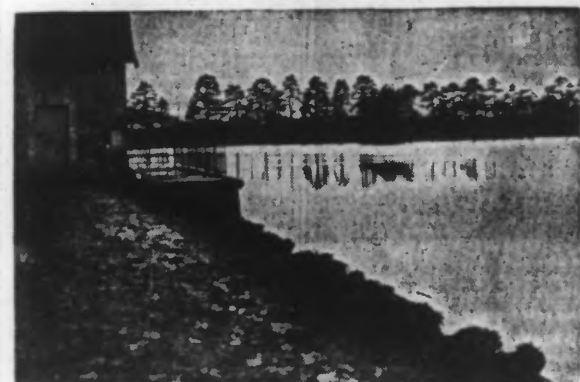
La petite forêt de sapins qui se dresse au marché aux fleurs de Paris fait prévoir que de nombreuses fêtes se dérouleront aux pieds des arbres de Noël.

## La France à l'exposition internationale de New-York



Une reproduction du magnifique pavillon de la France, œuvre des architectes Expert et Patout, à l'Exposition internationale de New-York 1939. (Ph. Keystone.)

## Une base navale pour hydravions aux portes de Paris ?



Près de Trappes (Seine-et-Oise), à quelques kilomètres seulement de Paris, les étangs de Saint-Quentin, après avoir été élargis, vont être transformés en une base d'hydravions en vue de l'établissement de services aériens transatlantiques. Cette base navale serait desservie par un chemin de fer et par la fameuse autoroute de l'Ouest. (Ph. N.Y.T.)

## LE ROI DE ROUMANIE CRÉE UN PARTI UNIQUE

qui sera seul autorisé à présenter des candidats aux futures élections

Bucarest, 16 décembre. — Le roi Carol a promulgué une loi constituant un parti unique dénommé le « Front de la renaissance nationale ».

Ce parti est né d'une demande signée par 25 personnes, dont au moins 20 actuels ou anciens ministres ou sous-secrétaires d'Etat.

Les conseillers royaux sont membres de droit du parti.

Tous les Roumains majeurs, à l'exception des militaires et des magistrats, ont le droit de s'y inscrire.

Seul le « Front de la renaissance » est autorisé à choisir et à déposer des candidats aux futures élections parlementaires, administratives ou professionnelles.

Toute autre activité politique est considérée comme clandestine et les auteurs seront punis de la dégradation civique.

## Un fils de M. Roosevelt devient un magnat du cinéma



Le fils aîné du président des Etats-Unis, M. James Roosevelt, vient d'entrer à la « Goldwyn-Mayer » en qualité de vice-président. (Ph. Keystone.)

## Libres propos

## QUAND L'ÉTAT FAIT SON MÉTIER

L'Etat ne fait donc pas toujours son métier ? Non, bien sûr.

Quand, oubliant qu'il détient l'autorité, il s'incline devant les exigences de la démagogie, marche à la remorque des politiciens et favorise la gabegie, l'Etat ne fait pas son métier.

Quand, sous l'influence de dangereuses idéologies, il laisse les meneurs et les violents instaurer, à côté de lui et sous sa protection, un pouvoir occulte d'inspiration étrangère, l'Etat ne fait pas son métier.

Quand, manœuvré par les partis, il permet que la surenchère électorale creuse d'effrayants déficits budgétaires et rende inextricables nos situations financières, économiques et sociales, l'Etat ne fait pas son métier.

Quand il néglige de rechercher des solutions immédiates aux grands problèmes qui dominent l'avenir du pays, comme ceux de la famille, de la natalité, des habitations salubres, de la désertion des campagnes; quand il hésite à s'atteler, toute affaire cessante, à l'assainissement de notre régime électif et à mettre fin au scandale du vote d'arrondissement; quand il ne biffe pas du recueil des lois ces mesures d'exception qui frappent encore les religieux obligés de vivre dans leur patrie dans une tolérance humiliante et qui ont bien le droit d'avoir un statut régulier comme tout le monde; quand il...

## BILLET PARISIEN Les conditions de l'apaisement

PARIS, 16 DÉCEMBRE (Minuit).

M. Pomaret, ministre du travail, a fourni à la commission de la Chambre d'intéressantes précisions sur les suites de la tentative de grève générale. Il a réfuté certaines affirmations prodiguées par les milieux marxistes et selon lesquelles une vague de répression et de réaction sociale serait déclenchée par le patronat. Les ouvriers licenciés après le mouvement du 30 novembre ne sont pas si nombreux, a-t-il dit, que le prétendent socialistes et communistes. Quant au gouvernement, a-t-il ajouté, s'il a tenu à mater les troubles, notamment ceux qui déshonoreraient, si on les laissait faire, le pavillon français et amèneraient, avec la ruine de notre marine marchande, le chômage et la misère pour beaucoup de foyers de travailleurs, il s'est montré généreux envers ceux qui, par faiblesse, se sont laissés entraîner par les meneurs. Bien plus, il a agi auprès des patrons pour que, à condition que l'autorité des chefs d'entreprise fût sauvegardée, le voile de l'oubli fût jeté sur nombre de défaillances individuelles. Les inspecteurs du travail ont reçu des instructions dans ce sens et le ministre a fait savoir aux élus du peuple que leurs interventions ont presque toujours été couronnées de succès.

Ainsi, le gouvernement en même temps qu'il frappait les meneurs et ceux qui prêchent ouvertement la violation de la loi, a fait preuve d'indulgence envers les « menés ».

Il a estimé que les coupables ne sont pas les ouvriers français, mais ceux qui profitent de leurs erreurs.

Qui pourrait nier que cette politique a porté ses fruits ? Qui pourrait contester que l'apaisement des esprits doit rester le but de tous ceux qui ont à cœur le redressement durable de nos institutions démocratiques, est en train de se faire, pour peu que l'on ne souffle pas de nouveau la haine sur le pays ?

L'échec de la grève générale est, quoi qu'on en ait dit, l'effet, moins encore faut-il que l'opposition marxiste ne se fasse pas illusion sur l'appui qu'elle prétend avoir dans le pays. Et c'est pourquoi cette concorde a pour condition le vote de la réforme électorale qui, une fois réalisée, permettrait au pays de se prononcer lui-même librement.

## L'héritier du grand-duc Cyril est attendu à Berlin

MAIS SON VOYAGE EST PUREMENT PRIVÉ, AFFIRME-T-ON



LE GRAND-DUC WLADIMIR

Berlin, 16 décembre. — Le grand-duc Vladimir Kirilovitch de Russie, fils et héritier du grand-duc Cyril, chef de la maison des Romanof, est attendu ces jours-ci à Berlin. Il rendrait une visite privée à ses parents résidant en Allemagne.

Le grand-duc Vladimir est le beau-frère du prince Louis-Ferdinand de Prusse, fils de l'ex-kronprinz et le frère de la grande-duchesse Kiria de Russie qui a épousé le prince Louis-Ferdinand. Ce dernier et sa jeune femme sont récemment rentrés à Berlin, après un long voyage autour du monde. Ils passeront les fêtes de Noël en compagnie du grand-duc Vladimir, dans la propriété du prince von Leiningen, en Franconie.

Des journaux ayant annoncé que le grand-duc se verrait offrir par le chancelier Hitler la couronne d'Ukraine, le secrétaire du chef de la Maison impériale de Russie oppose le démenti le plus catégorique à toute interprétation politique d'une visite qui est motivée exclusivement par des raisons de famille.

Le grand-duc Vladimir, déclare-t-on, n'a jamais été prié, ni directement, ni indirectement, de prêter son nom à un acte politique tendant au démembrement de l'empire russe et il ne donnera jamais son approbation à des plans de cette nature.

## Aux élections de Memel la liste allemande a obtenu 87,3 % des suffrages

Berlin, 16 décembre. — Le D.N.B. annonce de Memel :

« La Commission électorale a publié les résultats officiels définitifs des élections à la Diète.

« La liste allemande obtient 26 sièges et les partis lituanais 4 sièges.

« Sur 2.093.466 suffrages exprimés, 1.826.961 ont été recueillis par la liste allemande.

« Comparativement aux dernières élections de 1935, le parti allemand a gagné 235.000 voix et les partis lituanais en ont perdu 100.000.

« Examinant la situation de la Lituanie à la suite de ces élections, le « Berliner Tageblatt » déclare qu'on voudrait bien, en Lituanie, se tirer d'une situation ambiguë par des « manœuvres ».

« Personne, poursuit l'organe allemand, ne se dissimule les conséquences, qui résulteraient d'une telle tactique, mais on assiste à un renouvellement des faits auxquels on a assisté au cours de l'été : On voudrait hasarder des enjeux bien qu'on se dise que le risque n'en



Un timbre historique émis, avec surcharge en monnaie allemande, par l'administration française de Memel alors qu'un régiment de chasseurs alpins occupait la ville, au lendemain de la grande guerre. (Ph. N.Y.T.)

vaût pas la peine et que les chances sont trop inégales. Pour se convaincre de cela, on a encore à Kaunas un délai de six semaines.

On annonce, d'autre part, que M. Urbez, ministre des affaires étrangères de Lituanie, envisagerait une prochaine visite à Berlin.

## La Chambre, en trois séances a adopté, vendredi, six budgets :

ceux de l'éducation nationale, des Beaux-Arts, des P.T.T., des pensions, de l'intérieur et de l'économie nationale.

Paris, 16 décembre. — La séance s'ouvre à 9 h. 35, sous la présidence de M. Ferdinand Marin, vice-président.

La Chambre, qui a voté jeudi après-midi, les crédits du ministère de la Justice, le budget de la Légion d'honneur, et, le soir, l'examen du budget de l'Education nationale, poursuit, vendredi matin, l'étude de ce dernier budget.

M. Dupré (Roubaix), parlant de la proposition de la scolarité, signale la difficulté qu'il y a à organiser le système des ateliers-écoles dans tout le pays. Il espère, néanmoins, que cette organisation pourra être complétée et améliorée.

M. Cadot (Pas-de-Calais) se plaint de l'insuffisance des locaux scolaires dans la région de Béthune.

## Des étudiants anglais manifestent contre les prétentions italiennes



Un joyeux cortège d'étudiants anglais a parcouru les rues de la Cité avec des pancartes sur lesquelles on lisait : « Nous réclamons nos colonies : New-York et la Normandie » et « Rendez-nous l'Amérique ». (Ph. France-Press.)